

Le site [Syndicollectif](#) propose un bilan du congrès de la FSU (31 janvier - 4 février 2022)

Le 10ème congrès de la FSU (31 janvier-4 février 2022) a entre autre approfondi son orientation sur des rapprochements intersyndicaux, avec la CGT et Solidaires, mais sans exclusive d'autres organisations intéressées. Elle se prononce « pour un nouvel outil syndical» . Nous donnons accès aux quatre « thèmes » ou résolutions adoptées et publions un extrait de celle (« thème 4«) portant sur la place de la FSU dans le paysage syndical .

- **Résolution thème 1 : « Éducation, formation, recherche, culture : un service public laïque pour le progrès social »:** [FSU-theme_1_adopte](#)
- **Thème 2 : « Éducation, formation, recherche, culture : un service public laïque pour le progrès social »:** [FSU-theme_2_adopte](#)
- **Thème 3 : « Rupture écologique ; droits humains et justice sociale : une urgence démocratique »:** [FSU-theme_3_adopt](#)
- **Thème 4 : « Pour une FSU combative, unitaire et engagée au quotidien »:** [FSU-theme_4_adopte](#)



Extraits thème 4:

[...]

« I .3.b 2 Il y a urgence ! Construisons un nouvel outil syndical ! »

« Le syndicalisme a en effet à faire face à de redoutables défis avec l'offensive libérale, la recomposition du salariat, l'isolement des salarié-es, la trop faible présence syndicale sur les lieux de travail, son insuffisante prise en compte des luttes féministes, anti racistes, environnementales et un « dialogue social » phagocyté par le gouvernement. Même si la conflictualité est restée forte, la capacité d'action des organisations syndicales à contrer des réformes d'ampleur s'est montrée insuffisante. Pour cela, il y a urgence à donner corps au projet de dépasser les frontières entre les

organisations syndicales porteuses de revendications se plaçant dans l'objectif d'une transformation émancipatrice de la société et de la construction d'alternatives au libéralisme. La FSU confirme en ce sens ses mandats précédents de réunir le syndicalisme de transformation sociale en débattant pour cela avec CGT et Solidaires des étapes allant dans le sens de la construction d'un nouvel outil syndical, sans exclusive des forces qui seraient intéressées.

Cela serait une réelle avancée pour une unification du syndicalisme, qui est un mandat historique de la FSU.

Il faut trouver les démarches et formes de travail durables permettant de rassembler les forces syndicales partageant nos orientations. Par les pratiques, sur le terrain comme à tous les niveaux, il est possible de dépasser les appréciations différentes, les réticences pour avancer ensemble et construire du commun. La concrétisation peut passer par des plateformes revendicatives partagées favorisant l'unité d'action, l'organisation de formations communes, de groupes de travail et publications sur des thématiques ciblées (retraites, protection sociale, question du travail et des qualifications ...), l'objectif étant de diffuser largement les résultats de ce travail commun et convaincre les salarié-es de son utilité dans la prise en compte des réalités de leur activité.

Il faut chercher à partager la démarche à tous les échelons, interprofessionnel, décliné au niveau local et/ou catégoriel, en associant les syndiqué-es et les salarié-es aux prises de décisions et aux réalisations, en cherchant à déminer les obstacles potentiels, confronter les différences de position, favoriser une dynamique au-delà des initiatives intéressantes mais trop souvent isolées ayant déjà eu lieu. Cela peut déboucher sur des formes de structuration permanentes (type comités de liaison). On peut envisager à l'échelle départementale des cadres syndicaux thématiques notamment sur la question des services publics et de la Fonction publique.

La FSU estime qu'il est possible et souhaitable d'envisager, sur la base du travail commun déjà bien engagé, une étape nouvelle d'unité syndicale dans la Fonction Publique, se traduisant par un cadre intersyndical pérenne FSU-CGT-Solidaires au plan national, ouvert à d'autres forces syndicales sans exclusive. La FSU fera des propositions concrètes pour un travail commun (construction d'analyses partagées sur les enjeux pour la Fonction publique et ses agent-es, mobilisations, préparation des instances représentatives...). En fonction des réalités de terrain et en lien avec ses structures syndicales locales, la FSU proposera de décliner ce cadre de travail au plan local.

La FSU renouvelle sa proposition, qu'elle rendra publique, de tenir avec les forces syndicales intéressées des états généraux du syndicalisme de transformation sociale. Les dangers accrus des politiques néo libérales actuelles pour les droits des salarié-es et chômeurs-euses devraient amener à être volontaristes sur le sujet, à faire prendre conscience du gain d'un syndicalisme fort, apte à organiser collectivement les revendications. Cela serait une forte impulsion à la syndicalisation.

Toutes les étapes d'un processus de rapprochement entre organisations syndicales doivent être transparentes, s'appuyer sur les mobilisations locales et nationales, donner lieu à des comptes rendus et associer les syndiqué-es de tous les syndicats engagés.

Pour peser plus fortement dans la lutte contre les politiques libérales et donner une crédibilité aux alternatives, le syndicalisme de transformation sociale doit développer des convergences et liens forts avec d'autres composantes du mouvement social, chacune avec ses spécificités.»

[...]